

Le respect de votre vie privée est notre priorité

Nous et nos [partenaires](#) stockons et/ou accédons à des informations sur un appareil, telles que les cookies, et traitons des données personnelles telles que des identifiants uniques et des informations standards envoyées par un appareil pour des publicités et du contenu personnalisés, des mesures de publicité et de contenu, des études d'audience et le développement de services. Avec votre permission, nos 1558 partenaires et nous-mêmes pouvons utiliser des données de géolocalisation précises et d'identification par scan d'appareil. En cliquant, vous pouvez consentir aux traitements décrits précédemment. Vous pouvez également refuser de donner votre consentement ou accéder à des informations plus détaillées et modifier vos préférences avant de consentir. Veuillez noter que certains traitements de vos données personnelles peuvent ne pas nécessiter votre consentement, mais vous avez le droit de vous y opposer. Vos préférences s'appliqueront uniquement à ce site Web et seront stockées pendant 13 mois dans IABGPP_HDR_GppString cookie. Vous pouvez modifier vos préférences ou retirer votre consentement à tout moment en revenant sur ce site et en cliquant sur le bouton "Confidentialité" en bas de la page Web.

Veuillez noter que ce site Web/cette appli utilise un ou plusieurs services Google et peut recueillir et conserver des informations, y compris, mais sans s'y limiter, sur votre comportement en matière de visite ou d'utilisation. Vous pouvez cliquer pour accorder ou refuser votre consentement à ce que Google et ses balises tierces utilisent vos données aux fins indiquées ci-dessous dans la rubrique de consentement de Google.

[PLUS D'OPTIONS](#)

J'ACCEPTÉ

Le respect de votre vie privée est notre priorité

Nous et nos stockons et/ou accédons à des informations sur un appareil, telles que les cookies, et traitons des données personnelles telles que des identifiants uniques et des informations standards envoyées par un appareil pour des publicités et du contenu personnalisés, des mesures de publicité et de contenu, des études d'audience et le développement de services. Avec votre permission, nos 1558 partenaires et nous-mêmes pouvons utiliser des données de géolocalisation précises et d'identification par scan d'appareil. En cliquant, vous pouvez consentir aux traitements décrits précédemment. Vous pouvez également refuser de donner votre consentement ou accéder à des informations plus détaillées et modifier vos préférences avant de consentir. Veuillez noter que certains traitements de vos données personnelles peuvent ne pas nécessiter votre consentement, mais vous avez le droit de vous y opposer. Vos préférences s'appliqueront uniquement à ce site Web et seront stockées pendant 13 mois dans IABGPP_HDR_GppString cookie. Vous pouvez modifier vos préférences ou retirer votre consentement à tout moment en revenant sur ce site et en cliquant sur le bouton "Confidentialité" en bas de la page Web. Veuillez noter que ce site Web/cette appli utilise un ou plusieurs services Google et peut recueillir et conserver des informations, y compris, mais sans s'y limiter, sur votre comportement en matière de visite ou d'utilisation. Vous pouvez cliquer pour accorder ou refuser votre consentement à ce que Google et ses balises tierces utilisent vos données aux fins indiquées ci-dessous dans la rubrique de consentement de Google.

équilibrée. La loi consolide pas moins de 19 propositions qui étaient auparavant traitées séparément, pour les intégrer dans un cadre unifié couvrant tout le cycle de vie de l'IA – de la recherche et des infrastructures de données jusqu'à la sécurité des applications. Le texte ne se limite pas à poser des interdits : loin d'être purement restrictif, il prévoit aussi des mesures de promotion de l'écosystème IA – soutien aux start-up, programmes de formation de talents, création de pôles d'innovation – tout en instaurant les garde-fous éthiques jugés essentiels. Autrement dit, la Corée du Sud cherche à stimuler l'innovation tout en la canalisant dans un cadre responsable.

Concrètement, la loi introduit plusieurs obligations nouvelles. D'abord, elle définit la notion « d'IA à impact élevé » (high-impact AI) pour les systèmes dont les décisions peuvent affecter la vie ou la sécurité des personnes (par exemple en santé, transport, énergie, finance). Dans ces domaines critiques, les opérateurs devront garantir une supervision humaine des IA concernées. Ensuite, la loi s'attaque de front aux dérives de l'IA générative : tout contenu généré par IA susceptible d'être pris pour du contenu réel devra être explicitement signalé comme tel, via un étiquetage clair ou un filigrane inséré dans le texte, l'image ou la vidéo produite. Pour les contenus IA plus anodins, un marquage invisible (métadonnées) pourra suffire, et les usages strictement personnels ou non-commerciaux de l'IA sont exclus du champ de la loi – une façon de ne pas brider le grand public ni la recherche amateur.



Afin de lutter contre les nuisances type deepfakes ou désinformation, l'AI Basic Act fait peser sur les développeurs et fournisseurs d'IA la responsabilité des contenus générés. Les entreprises déployant des modèles d'IA devront prendre des mesures pour prévenir et corriger les infox ou truccages produits par leurs systèmes. Le gouvernement se dote pour cela d'un pouvoir d'enquête et de sanction : en cas de manquement grave (par exemple, diffusion non maîtrisée de faux contenus), les autorités pourront diligenter des investigations et infliger des amendes aux opérateurs fautifs. Autre innovation, inspirée du RGPD européen : les grands acteurs étrangers de l'IA (tels que Google ou OpenAI) ayant une forte activité en Corée (chiffre d'affaires mondial dépassant 1 000 milliards de wons, ou plus d'un million d'utilisateurs locaux) devront désigner un représentant local légalement responsable sur place. Cette exigence vise à éviter que des multinationales échappent aux réglementations nationales en restant hors de portée juridique. En pratique, seules Google et OpenAI remplissent actuellement ces critères en Corée, ce qui illustre le ciblage de la loi vers les plateformes les plus puissantes.

Enfin, le législateur sud-coréen anticipe l'émergence d'une « IA de haute performance » (dite frontier AI), notion qui renvoie aux modèles d'IA les plus avancés à venir. Plutôt que de classer les IA uniquement par secteurs d'usage à risque (comme le fait l'UE), la Corée du Sud a choisi de définir cette catégorie par des seuils techniques – par exemple un volume cumulatif de calcul pour l'entraînement dépassant un certain niveau. Cette approche prospective permet d'encadrer les futures IA extrêmement puissantes avant même qu'elles n'apparaissent sur le marché. D'ailleurs, aucun modèle actuel ne franchit encore ces seuils selon Séoul. En fixant la barre très haut pour la régulation des IA de pointe, le gouvernement envoie un double signal : il se tient prêt à contrôler les « super IA » de demain, tout en évitant de freiner les modèles d'aujourd'hui tant qu'ils restent en deçà de ces critères.

South Korea's world-first legal framework to regulate AI | /



Start-up locales en alerte face aux nouvelles contraintes

Malgré le temps de préparation laissé (la loi a été promulguée un an avant son entrée en vigueur effective en 2026), la communauté tech sud-coréenne accueille froidement l'arrivée de cette régulation inédite. En particulier, de nombreuses start-up spécialisées en IA tirent la sonnette d'alarme. « Pourquoi faut-il que ce soit *nous* qui soyons les premiers à faire ça ? » s'insurgent certains entrepreneurs, dénonçant une initiative prématurée. Un sondage mené par l'association Startup Alliance locale révèle que seule une start-up IA sur 50 se sent prête en termes de conformité, et qu'environ la moitié admettent ne pas bien comprendre les nouvelles obligations légales. Beaucoup déplorent le flou du texte, qui les pousserait par prudence à limiter ou ralentir certains développements innovants de peur d'enfreindre des règles encore mal définies.

Le risque d'entraver l'innovation avant même qu'elle n'ait pu éclore est la crainte majeure exprimée par ces jeunes pousses. Les obligations de transparence, de contrôle humain ou de responsabilité élargie pourraient représenter un fardeau administratif et financier disproportionné pour de petites structures en phase d'expérimentation. « Il y a un peu de ressentiment – pourquoi devons-nous être les premiers à faire cela ? » confie Lim Jung-wook, co-directeur de la Startup Alliance. Ce dernier craint que le langage vague de la loi n'incite les entrepreneurs à adopter des stratégies de développement excessivement prudentes, bridant la créativité et la compétitivité des solutions IA sud-coréennes face à des concurrents étrangers évoluant, eux, dans un environnement réglementaire plus souple.



Une période de grâce d'un an : la Corée du Sud veut mettre l'accent sur la pédagogie et la concertation

Les pouvoirs publics, conscients de ces réticences, cherchent à apaiser les craintes du secteur tout en affirmant la nécessité d'agir. D'emblée, le président (et ancien gouverneur) Lee Jae-myung – fervent promoteur du projet – a exprimé sa compréhension des difficultés soulevées par les start-up. Il a appelé les décideurs à soutenir au maximum le potentiel de l'industrie nationale, tout en « gérant de manière préventive les effets secondaires anticipés » de l'IA. Autrement dit, pas question de renoncer à encadrer les dérives possibles de l'IA, mais l'État promet d'accompagner les acteurs économiques pour que ces nouvelles règles ne cassent pas la dynamique du secteur.

Dans cet esprit, le ministère des Sciences et des TIC a mis en place un guichet d'assistance dédié (« AI Act Support Desk ») chargé d'aider les entreprises à évaluer leur statut réglementaire et à se mettre en conformité. Surtout, l'entrée en vigueur de la loi s'accompagne d'une période de grâce d'au moins un an : jusqu'en 2027, aucune amende administrative ne sera prononcée, le temps pour les entreprises de s'adapter. Durant cette phase transitoire, l'accent sera mis sur la pédagogie et la concertation plutôt que sur la répression : le gouvernement offre des consultations, élabore des *guidelines* et pourra même prolonger le moratoire si l'état de l'industrie (en Corée ou à l'international) le justifie.

Lorsque les contrôles débiteront, l'approche se veut de toute façon **graduée et « pro-compliance »**. Aucune infraction ne pourra mener à des poursuites pénales ; la loi privilégie des mises en demeure correctives en cas de manquement, et ne prévoit des amendes qu'en dernier recours. Le plafond de ces sanctions financières est fixé à 30 millions de wons (environ 20 000 €) – un montant relativement modéré comparé aux amendes colossales (jusqu'à 6% du chiffre d'affaires mondial) envisagées par l'UE dans son propre projet de régulation. Cette stratégie indulgente vise à ne pas étouffer l'essor de l'IA locale : « Nous privilégions l'adhésion volontaire plutôt que la punition », martèlent en substance les autorités. De plus, les obligations de transparence imposées aux systèmes IA en Corée restent circonscrites aux usages potentiellement trompeurs, et excluent explicitement la recherche ou l'usage privé. Là où l'Europe compte imposer des règles larges sur l'IA générative, Séoul assume une application plus ciblée, misant sur le bon sens des acteurs et la coopération pour faire progresser une IA digne de confiance.

Parallèlement, la loi s'accompagne d'une véritable feuille de route industrielle. Un Conseil présidentiel de l'innovation nationale en matière d'IA est créé pour piloter les grandes orientations, et un Institut de la sécurité de l'IA verra le jour afin d'évaluer les systèmes et veiller au respect des critères de fiabilité. Le texte prévoit également de nombreux dispositifs de soutien à l'innovation : investissements dans la R&D, amélioration des infrastructures de données, programmes de formation des experts, aide à l'internationalisation des entreprises, etc.. Enfin, pour assurer un suivi régulier, le ministre des Sciences devra présenter tous les trois ans un plan de promotion du secteur de l'IA, véritable blueprint mis à jour périodiquement pour conjuguer développement économique et maîtrise des risques sur le long terme. Cette vision holistique – à la fois régulation et stimulation – reflète la délicate gymnastique du gouvernement sud-coréen pour concilier compétitivité technologique et exigences éthiques.



Dans la course mondiale, l'UE en point de mire

En se dotant le premier d'un arsenal juridique complet sur l'IA, la Corée du Sud a clairement choisi de prendre les devants dans la course internationale à la régulation technologique. Ce rôle de pionnier la distingue de ses voisins et alliés : aux États-Unis, par exemple, les autorités privilégient pour l'instant une approche plus légère fondée sur des chartes volontaires, de peur de freiner l'innovation outre-Atlantique. La Chine, de son côté, avance à grands pas pour encadrer certaines utilisations de l'IA (notamment via des règles contre les deepfakes) et propose même la création d'un organisme global de coordination en la matière. Dans ce contexte, le pari sud-coréen est double : définir un standard de confiance dans l'IA qui pourrait inspirer d'autres pays, tout en donnant à son industrie une longueur d'avance sur la mise en conformité future aux normes internationales.

C'est surtout vis-à-vis de l'Europe que la comparaison s'impose. Le AI Act européen, en phase finale d'adoption, partage avec la loi coréenne l'objectif d'une IA « fiable et centrée sur l'humain », mais leurs approches présentent des écarts notables. Là où Bruxelles a opté pour un système de classification des IA par niveaux de risque (avec interdiction de certains usages extrêmes, comme le « scoring social », et exigences renforcées pour les applications à haut risque), Séoul a choisi une stratégie plus progressive et techno-centrée sur certains points. Par exemple, l'AI Basic Act sud-coréen intègre une catégorie « IA de haute performance » définie par la puissance des modèles, alors que ce concept est absent du texte européen. En revanche, les deux convergent sur plusieurs principes : nécessité d'une surveillance humaine pour les usages critiques, transparence accrue sur les contenus générés, et responsabilisation des opérateurs quant aux impacts de leurs systèmes.

Il n'en demeure pas moins que l'Union européenne, forte de son marché commun, aura une influence majeure si son AI Act entre en vigueur à l'horizon 2026-2027. La Corée du Sud, en agissant plus vite, prend le risque calculé d'imposer ses propres règles à ses acteurs nationaux avant que le cadre international ne soit harmonisé. Ses start-up devront peut-être supporter des coûts de conformité que leurs concurrents américains n'auront pas à assumer dans l'immédiat. À l'inverse, être précurseur pourrait devenir un atout : en forgeant dès maintenant un écosystème d'IA de confiance, la Corée du Sud espère gagner la confiance du public et des partenaires internationaux, et ainsi accélérer l'adoption de ses technologies IA sur les marchés mondiaux.

Sources : [texte de loi](#), [The Korea Herald](#)

Et vous ?

➔ Quelle lecture faites-vous de cette loi dans son essence ? Quelles sont les parties que vous trouvez les plus intéressantes ? Quelles sont celles qui vous semblent problématiques ?

➔ La législation sud-coréenne sur l'IA, élaborée pour encadrer la technologie sans freiner l'innovation, protège-t-elle véritablement le public ou n'offre-t-elle qu'une illusion de sécurité face aux risques algorithmiques ?

➔ L'AI Basic Act, adopté sans opposition politique notable, est-il avant tout un texte de complaisance pour l'industrie technologique, au détriment de la protection du public ?

➔ Les citoyens exposés à des décisions d'IA ont-ils de vrais recours en cas d'abus, sachant que la loi ne leur reconnaît aucun droit spécifique face aux systèmes algorithmiques ?

➔ En voulant être la première nation à légiférer sur l'IA, la Corée du Sud prend-elle le risque de brider ses propres innovateurs ? Ce cadre précurseur va-t-il handicaper les start-up locales – qui pointent le flou du texte et peinent à s'y préparer – tandis que de nombreux outils d'IA étrangers échappent à toute régulation nationale ?

➔ Le concept « d'IA à haut risque » soumis à supervision humaine garantit-il réellement la sécurité dans les domaines sensibles (santé, finance, nucléaire, etc.) où l'IA est déployée ? Une simple présence humaine peut-elle maîtriser les biais et dérives d'algorithmes de plus en plus complexes, ou n'est-ce qu'une caution rassurante face à des systèmes opaques ?

Voir aussi :

➔ [Le Sénat US présente un projet de loi visant à établir un cadre juridique pour le développement éthique de l'IA et ravive le débat sur la possibilité de frein à l'innovation telle que soulignée par Macron](#)

➔ [La Commission européenne a reçu la version finale du code de bonnes pratiques pour l'IA à usage général, conçu pour aider l'industrie à se conformer aux règles de la nouvelle loi sur l'IA à usage général](#)

Contribuez au club : Corrections, suggestions, critiques, ... : [Contactez le service news](#) et [Rédigez des actualités](#)

Répondre avec citation | 3 | 0

+ Répondre à la discussion

Signaler un problème

ActualitésTUTORIELSFAQsLIVRESTELECHARGEMENTSSOURCESDEBATSWIKIDICOCALENDRIERHUMOUR

Forum Le club des professionnels en informatique Actualités

La Corée du Sud devient le premier pays au monde à se doter d'une loi-cadre globale sur l'IA

Le respect de votre vie privée est notre priorité

Nous et nos stockons et/ou accédons à des informations sur un appareil, telles que les cookies, et traitons des données personnelles telles que des identifiants uniques et des informations standards envoyées par un appareil pour des publicités et du contenu personnalisés, des mesures de publicité et de contenu, des études d'audience et le développement de services.Avec votre permission, nos 1558 partenaires et nous-mêmes pouvons utiliser des données de géolocalisation précises et d'identification par scan d'appareil. En cliquant, vous pouvez consentir aux traitements décrits précédemment. Vous pouvez également refuser de donner votre consentement ou accéder à des informations plus détaillées et modifier vos préférences avant de consentir. Veuillez noter que certains traitements de vos données personnelles peuvent ne pas nécessiter votre consentement, mais vous avez le droit de vous y opposer.Vos préférences s'appliqueront uniquement à ce site Web et seront stockées pendant 13 mois dans IABGPP_HDR_GppString cookie. Vous pouvez modifier vos préférences ou retirer votre consentement à tout moment en revenant sur ce site et en cliquant sur le bouton "Confidentialité" en bas de la page Web.

Veuillez noter que ce site Web/cette appli utilise un ou plusieurs services Google et peut recueillir et conserver des informations, y compris, mais sans s'y limiter, sur votre comportement en matière de visite ou d'utilisation. Vous pouvez cliquer pour accorder ou refuser votre consentement à ce que Google et ses balises tierces utilisent vos données aux fins indiquées ci-dessous dans la rubrique de consentement de Google.